



CESER Bourgogne Franche-Comté Séance plénière du 10 novembre 2020 en visio-conférence

Déclaration liminaire de Michel Faivre-Picon au nom de la CGT

Cette déclaration s'adresse à tous bien sûr, mais particulièrement à Monsieur le Préfet de Région qui doit intervenir dans cette séance plénière.

Pour la CGT, le gouvernement n'a pas tiré de leçons de la première vague de l'épidémie de Covid-19. Saturation des hôpitaux, manque de moyens, épuisement des personnels soignants...la gestion désastreuse de la crise sanitaire a donné lieu à un nouveau confinement, face à la saturation des services de réanimation et au manque de lits, la France étant touchée par une deuxième vague de l'épidémie.

Ce déficit de lits incombe à tous ceux qui ont mené la même politique en matière de santé depuis plus de 20 ans : plusieurs dizaines de milliers de lits supprimés, et encore 8 500 lits qui ont disparu depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron.

Pire, **après la première vague, le gouvernement a continué à fermer des lits** et à exiger **des économies à l'hôpital public** (4 milliards d'euros d'économie sont imposés à l'hôpital public dans le cadre de la Loi sur le Financement de la Sécurité Sociale pour 2021), c'est-à-dire mener la même politique qui a rendu l'hôpital exsangue.

La crise actuelle est essentiellement due à **l'incapacité de notre système de santé à gérer à la fois les malades habituels et une augmentation d'activité liée à l'épidémie**. Si nous avions armé les services de réanimation à hauteur des 12 000 lits demandés, l'hôpital serait moins sous tension. Gouverner c'est prévoir, or force est de constater qu'il n'y a pas eu d'anticipation.

Par ailleurs, ce jour même est organisée une journée de grève d'avertissement par cinq fédérations syndicales dans l'Education Nationale : elles dénoncent un protocole sanitaire insuffisant pour freiner l'épidémie et réclament en urgence de nouvelles mesures qui protègent vraiment les élèves et les personnels, et demandent des conditions sanitaires indispensables au maintien du service public d'éducation, ainsi qu'un plan d'urgence pour l'école. Lors de notre plénière nous aborderons cette problématique en matière de formation, à l'occasion de la présentation de l'auto-saisine sur « **LES INCIDENCES DE LA PANDEMIE COVID-19 SUR L'EDUCATION ET LA FORMATION EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE** ».

Cette intervention liminaire est justifiée par le fait que notre réunion plénière de ce jour, va traiter de plusieurs sujets directement en lien avec ou à cause des décisions prises antérieurement en matière d'austérité dans le secteur de la santé comme d'une manière générale sur les questions budgétaires.

En effet, la crise que nous vivons depuis 6 mois, est le révélateur de ce que la CGT dénonce depuis longtemps, nous avons souvent été critiqué lorsque nous remettons en cause l'austérité budgétaire, avec les conséquences sur les services publics, ou lorsque nous critiquons les suppressions de lits dans les hôpitaux, les fermetures de services, etc... par exemple à l'occasion du Plan Régional de Santé. Maintenant, malheureusement les faits nous donnent raison : la France, notre Région, ont besoin de plus de Services Publics et d'un service public hospitalier mieux doté.